

Carlos Ghosn règle ses comptes avec Macron-Le Maire qui l'ont abandonné parce qu'il ne faisait pas partie de la caste

écrit par Christine Tasin | 13 février 2022



Plus de trois ans après, Carlos Ghosn (ici jeudi à Beyrouth) estime toujours avoir fait le bon choix en se soustrayant à la justice japonaise. LP/Olivier Lejeune



Plus de trois ans après, Carlos Ghosn (ici jeudi à Beyrouth) estime toujours avoir fait le bon choix en se soustrayant à la justice japonaise. LP/Olivier Lejeune

[Le Parisien](#) est allé à Beyrouth pour interviewer l'ancien patron de Renault-Nysson-Mitsubishi. On se souvient qu'accusé de détournement de fonds, il avait été inculpé et assigné à résidence au Japon, dont il s'était évadé de façon rocambolesque, caché dans une malle, voyageant dans la soute d'un avion privé...

Il raconte que la décision de l'abandonner à son triste sort a été prise pendant le premier trimestre 2019. Le gouvernement était en pleine crise des Gilets jaunes, il a abandonné Ghosn, le grand patron, forcément ! Maire en a même rajouté : on fait confiance à la justice japonaise (justice qui, selon Ghosn est terrible, terrifiante...).

« Un numéro 1 mondial est devenu un petit constructeur fragile. Cela me fait de la peine de voir que Renault n'est plus que l'ombre de lui-même. »

Ghosn l'a mauvaise parce que, non content de ne pas le soutenir, l'Etat français a monté un dossier contre lui...

Ghosn a l'air de penser que personne, en France ou à l'étranger, n'aurait osé l'abandonner comme l'a fait Macron :

Un ancien président de la République est venu me rendre visite. Vous savez ce qu'il m'a dit ? « Si j'avais encore été président, j'aurais envoyé le Premier ministre à Tokyo, qu'il n'aurait pas quitté sans que vous ayez embarqué avec lui dans l'avion. » L'ambassadeur américain, le jour de mon arrestation, a appelé l'ambassadeur de France. Pour lui dire quoi ? « Si Monsieur Ghosn était le patron de General Motors, il ne resterait pas vingt-quatre heures en prison, quelles que soient les accusations. » Ça, c'est de la souveraineté !

Et son accusation est terrible, mais vraisemblable quand on connaît Macron et sa clique. Ghosn aurait été non seulement offert en sacrifice mais abandonné tout simplement parce que il ne faisait pas partie de la caste :

Oui, je ne sortais pas de l'ENA, je n'étais pas nommé par un parti politique, je n'étais pas directeur de cabinet de X, Y ou Z. J'étais arrivé là où j'étais grâce à mes compétences et à mes performances. J'aurais dû avoir « Bravo, on aimerait que nos enfants fassent la même chose ». Au lieu de ça, on a flingué la méritocratie, c'est tout.

Le Maire ? C'est lui qui a ordonné le contrôle fiscal. C'est lui qui a donné une consigne claire à deux membres du conseil d'administration de Renault : « On abandonne Carlos Ghosn, on ne peut plus le soutenir ». Ces deux membres étaient présents dans son bureau, ils m'en ont parlé. Est-ce que Bruno Le Maire a pris la décision seul ? Est-ce qu'il a reçu des ordres ? Je n'en sais rien. Mais il est au centre de tout ça. Ce ne sont pas des accusations, ce sont des faits, avec des témoins. Les langues vont se délier avec le temps et nous saurons pourquoi la France m'a lâché.

[...]

Je ne veux pas parler de chiffres. Mais je le répète, pas un

sou n'a manqué à l'État français, toutes les déclarations ont été faites dans les normes. L'administration fiscale, d'ailleurs, a accepté mes impôts sans un mot pendant des années. Quand a-t-elle rouvert le dossier ? Lorsque j'étais en prison au Japon... L'inspecteur des impôts était en mission commandée : celle de prouver que j'étais résident fiscal français, il l'a dit à mon fiscaliste. Nous irons probablement devant la justice et heureusement, en France, contrairement au Japon, elle semble plus indépendante du pouvoir politique.

[...]

Le procès de votre ex-bras droit chez Nissan, Greg Kelly, dont le verdict sera rendu le 3 mars, c'est le procès de Carlos Ghosn en son absence ?

Absolument. Comme lui, je me fais arrêter en novembre 2018 sur UNE accusation : la non-déclaration d'une compensation d'un salaire qui n'avait été ni décidée ni payée. Tous les avocats japonais que je connais me disent qu'ils ne voient pas [comment Greg Kelly peut être jugé coupable](#). L'administration japonaise n'est pas très créative, mais en matière de justice – je connais parce que j'ai pratiqué –, elle sait l'être.

[...]

Et les versements de plusieurs millions d'euros à un distributeur Renault-Nissan d'Oman ?

Les juges prenaient cela très au sérieux. J'ai dit : « Si vraiment vous pensez qu'il y a une affaire trouble avec le distributeur omanais, comment vous pouvez m'expliquer que Renault et Nissan continuent à travailler avec lui ? » Ce même distributeur omanais, qui est soi-disant la source du scandale : ils n'ont pas trouvé un seul flux financier provenant de Renault ou Nissan qui m'incrimine. Pas un.

[...]

J'ai fait la croissance de Renault pendant treize ans, l'État français était présent chez Renault, j'ai obtenu des résultats exceptionnels et aujourd'hui, certains ont l'indécence de dire que les résultats minables de 2019, 2020 et 2021, c'est à cause de moi ? La vérité, c'est qu'un numéro 1 mondial est devenu un petit constructeur fragile. Cela me fait de la peine de voir que Renault n'est plus que l'ombre de lui-même. De voir que Renault est aujourd'hui tenu en laisse par [le ministère de l'Économie et des Finances, qui lui a accordé un PGE](#) en expliquant que c'est grâce à cela que l'entreprise survit. Avec un management qui, trois ans après, attribue toutes ses difficultés à une soi-disant course aux volumes. Ils auraient pu trouver des attaques un peu plus fines. Franchement, je trouve cela indécent.

[...]

Ma chute est liée à une affaire politique. À l'origine de l'histoire, il y a la loi Florange qui a doublé les droits de vote de l'État français dans Renault avec zéro droit de vote pour Nissan. À partir de là, la confiance était perdue...

[...]

Reviendrez-vous en France ?

Pour l'instant, je ne peux pas revenir. Il y a [une notice rouge d'Interpol](#) (une demande d'arrestation) qui m'en empêche, faite à la demande du Japon. Je la combats avec mes avocats. Je suis Français, j'ai été éduqué en France, j'ai vécu en France, j'ai une attache très profonde. La France est là, elle reste, les gouvernements, eux, passent. Bien sûr que le jour où je pourrai, j'irai en France. Je suis français, je n'ai pas fait une croix sur la France.